

FLN : BELKHADEM ÉCARTE LE VOTE DE CONFIANCE DE LA PROCHAINE SESSION

Risques d'affrontements au comité central

A moins d'une semaine de la tenue de la session du comité central du Front de libération nationale, le bras de fer se durcit dangereusement entre Abdelaziz Belkhadem et ses contestataires au sein du CC. La tension entre les deux parties est telle que, sauf intervention «d'en haut», le risque d'affrontements physiques n'est plus à écarter.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Il faut dire que les deux camps divergent sur tout ! Surtout sur l'essentiel : l'ordre du jour de la session et la composante même du comité central. Dans une lettre «musclée» adressée au secrétaire général mercredi dernier, les contestataires font clairement savoir qu'ils rejettent «totalement l'ordre du jour que vous avez (Belkhadem, Ndlr) fixé de manière unilatérale». Un ordre du jour que Belkhadem fixe en trois points que sont, respectivement, «les résultats des législatives du 10 mai 2012, les questions organiques et la préparation des élections locales de 2012». Ce à quoi, donc, les contestataires opposent leur proposition consistant à limiter l'ordre du jour, «au début de la session, à un seul point, à savoir le vote pour le renouvellement ou le retrait de confiance au secrétaire général». Les contestataires exi-

gent, par ailleurs, d'être associés à tout le processus de préparation de cette session. Notamment «la constitution d'un comité d'accueil mixte composé de six membres qui se chargeront d'accueillir les membres du comité central à l'entrée de la salle et de veiller à la vérification de la qualité de membre de CC des concernés (...) l'entrée à la salle se fera par la présentation de la carte de membre du CC sans en exclure aucun des membres». aussi, «la présence aux travaux de cette session sera exclusivement réservée aux seuls membres du CC». Une simple formalité en somme en d'autres circonstances mais qui, cette fois, constitue un aspect décisif pour les uns et les autres. Pour cause, Belkhadem, qui avait proposé de soumettre son mandat à un vote de confiance à bulletin secret, revient sur sa décision sur conseil des membres du bureau politique.



Photo : Samir Sid

«L'article 38 des statuts est clair, nous confie l'un de ces membres : le comité central a entre autres prérogatives d'élire un secrétaire général pour une durée de cinq ans. Autrement dit, à l'occasion de chaque congrès.» Seulement, les contestataires ont trouvé une

brèche dans ces mêmes statuts. Elle se décline sous la forme d'un alinéa dans l'article 13 qui fixe les règles de l'action partisane. Il y est stipulé en effet que «l'action politique au sein du parti du Front de libération nationale est soumise aux règles suivantes : (...) La pré-

sentation des instances exécutives des bilans périodiques de leurs travaux et l'application des principes de contrôle, de questionnement, de renouvellement de confiance ou de son retrait». Belkhadem, qui a lancé, de son côté, il y a quelques jours, une motion de soutien en sa faveur, en est à 120 signatures jusqu'à présent contre 210 qu'est le nombre de ses contestataires. Et pour gagner la bataille du nombre, l'actuel secrétaire général trouve la parade consistant en l'association des nouveaux députés du parti, au nombre de 221 (en y comptabilisant les 13 indépendants qui ont rejoint le FLN) dans la prochaine session du comité central où il compte les faire siéger ès qualités. Ce à quoi s'opposent catégoriquement les contestataires. «Nous allons, nous aussi, ramener des militants. Et si Belkhadem fera rentrer ses députés nous ferons de même avec nos militants», nous confie l'un des dirigeants du groupe des contestataires. D'où le risque réel de graves dérapages qui plane sur cette session.

K. A.

IL S'INSCRIT DANS L'APRÈS-LÉGISLATIVES

L'ultime salve de Djaballah contre le pouvoir

Il a fallu attendre un mois après les dernières législatives pour que le Front de la justice et du développement (FJD) se ressaisisse et reprenne ses «esprits» après les dérisoires résultats récoltés, lui qui se voyait sortir le grand vainqueur du scrutin, se fiant à des sondages qu'il était seul à évoquer.

M. Kebci - Alger (Le Soir)- Les lendemains de «batailles» amèrement perdues sont durs, surtout quand on a nourri de démesurées «ambitions» de ratisser large. «Li yehseb ouahdou ichit lou», et tout porte à croire que cet adage populaire bien de chez nous sied parfaitement à Abdallah Djaballah, qui, comme le reste de ses semblables de la mouvance islamiste, se voyait propulsé à la première marche du podium des législatives du 10 mai dernier. Même s'il n'est pas allé jusqu'à préparer son exécutif gouvernemental post-législatives, comme l'a si bien entrepris en grande pompe son compère Soltani,

Djaballah se donnait l'air du grand vainqueur, lui que des «sondages», dont il était le seul à entendre parler, donnaient vainqueur, certainement ayant à l'esprit la vague verte qui s'est emparée de nombre de pays arabes dans le sillage du printemps arabe. Une confiance dépassée et une surestimation de ses capacités qui ont fait qu'il a été jusqu'à tourner le dos à toutes les initiatives de rassemblement des forces islamistes qui ont débouché sur l'Alliance de l'Algérie verte.

C'est pour cela que le FJD a pris tout le temps pour pouvoir «digérer» et «ingurgiter» non sans difficulté l'amère réalité faite d'un score très loin des «prévisions». Et c'est tout logiquement qu'il fut le parti qui a crié le plus au détournement de la volonté populaire. Un mois, presque jour pour jour, pour qu'enfin, Djaballah décide de mettre un trait sur cet épisode et s'inscrire, désormais, dans l'avenir, non sans se permettre une ultime salve. C'était ce vendredi à l'occasion de la tenue

d'une réunion des responsables des bureaux de wilaya du mouvement avec comme principal ordre du jour, le déploiement organique en vue des prochaines échéances électorales, les locales de l'automne prochain. L'occasion pour Djaballah d'évoquer, dans son discours d'ouverture, la scène politique nationale qu'il qualifiera d'explosive, à la lumière des résultats des dernières législatives et qui peut déboucher sur des «situations imprévisibles». «Rien ne prête à l'optimisme», affirmera-t-il, tant les législatives du 10 mai dernier ont été, dira-t-il, un véritable «crime politique» au vu, selon lui, de «la fraude généralisée». Et d'évoquer «les résultats préétablis qui ont étonné même les bénéficiaires de ces quotas», le FLN en tête, un parti, ironisera-t-il, qui n'a jamais eu droit à ce score «astronomique» même au «firmament de sa puissance et de sa gloire». A propos des «vellités d'intervention étrangère» qu'il nourrirait au même titre que ses frères

du même camp islamiste, notamment à travers le Front politique pour la protection de la démocratie qu'il pilote de concert avec le FC de Abdelmadjid Ménasra, le leader du FJD ne s'y attardera pas, lui pour qui il n'est pas indiqué de répliquer à ces insultes et autres nombreuses accusations gratuites puisque non fondées qui lui tombent sur la tête, ces derniers temps. Et à Djaballah de souligner, au passage, que ce front du refus n'ambitionne pas de fusionner puisqu'il agit, dira-t-il, «d'une feuille de route bien précise». «Tous ceux qui lui confèrent des prolongements nourrissent des arrière-pensées de le voir s'imploser», affirmera-t-il. Le leader du FJD ne verra pas de «contradictions» dans la démarche entreprise par les députés du parti avec leurs camarades du Front du changement de Ménasra. «Nos députés ont toute latitude d'agir dans le cadre de ce que leur confère l'article 102 de la loi électorale», se contentera-t-il de dire.

M. K.

MOHCINE BELABBAS LORS DE LA RENCONTRE DES CADRES DU RCD À TIZI-OUZOU :

«Il est impossible au pouvoir d'asseoir une quelconque crédibilité»

Le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Mohcine Belabbas, a présidé, hier vendredi, à Tizi-Ouzou, les travaux de la rencontre régionale, rassemblant les cadres des wilayas de Tizi-Ouzou et Boumerdès.

Première d'une série de rencontres avec l'ensemble des cadres nationaux, régionaux et locaux du RCD et qui toucheront l'ensemble des régions du pays, une décision prise lors du dernier conseil national de leur parti, M. Belabbas défend la thèse, selon laquelle «le RCD doit être attractif et plus ouvert». Intervenant en premier, le président du parti cher à Saïd Sadi a jugé qu'avec la mascarade électorale du 10 mai dernier, «le pouvoir a décidé de poursuivre sa politique du pire. Même avec un taux élevé à 43%, il est impossible au pouvoir d'asseoir une quelconque crédibilité». Le rejet massif

des dernières législatives signifie, pour l'orateur, que «le peuple veut en finir avec le système», tout en ajoutant à l'adresse des cadres de son parti, que «c'est à cette majorité qui a rejeté la fraude électorale qu'il faut s'adresser». «On possède les moyens (humains, Ndlr) et la meilleure écoute, nous devons montrer, aux travailleurs, aux chômeurs, aux jeunes, aux femmes (...), qu'on est à l'écoute et que nous sommes les seuls à pouvoir défendre leurs intérêts. Ce n'est que par nos actes que nous pouvons montrer, aux citoyens, que nous pouvons les défendre», dira encore Belabbas. Comme pour

faire lancer une pique au parti d'Aït-Ahmed dont des militants et autres cadres ne cessent, ces derniers temps, de dénoncer leur marginalisation quant à la prise de décisions, le président du RCD lance à l'adresse des cadres de sa formation : «Il faut impliquer le militant dans toutes les décisions. On est un parti à l'écoute de ses adhérents et prêt à rendre des comptes.» Pour le premier responsable du Rassemblement, «il faut fédérer toutes les énergies, même avec ceux, qui longtemps, ont été induits en erreur». Avant de clore son intervention, M. Belabbas a insisté sur l'information et la gestion de l'information qui sont, pour lui, «indispensables au parti» et de conseiller les présents à adopter les nouvelles technologies. Prenant la parole avant les débats

qui ont occupé tout l'après-midi, pas moins de quatre membres de la direction du RCD ont, chacun de son côté, développé un chapitre du programme et des orientations de leur parti. M^e Hakim Saheb a, dans un long exposé, expliqué la régionalisation qu'a toujours prônée le RCD. Pour cet orateur, «l'Etat régional n'est pas un Etat fédéral», avant d'expliquer que le découpage administratif n'est fait ni sur des bases administratives, ni économiques. «Le système algérien doit rompre avec le système colonial», dira-t-il. De son côté, Lila Hadj Arab a parlé de la fraude électorale, de la jeunesse, de la délinquance, du code de la famille qui rend la femme mineure à vie et du pouvoir d'achat. Pour cette oratrice, «des millions de jeunes, sont consommateurs de drogues, sans qu'aucun

ne mesure n'est prise». Hadjarab nous apprend aussi, que 2 000 femmes ont porté plainte en 2011 pour violences conjugales, avant de se demander combien de femmes se sont tuées pour différentes raisons ?». Pour le Dr Tahar Besbes, «les revendications sociales sont, avant tout, politiques. Il n'est pas dans notre intention de caporaliser les syndicats, nous les écoutons et les accompagnons ». Enfin, le dernier à intervenir, le plus jeune des secrétaires nationaux, Yacine Aïssiouène, a lui plaidé en faveur de la relance des structures, à l'université. «Nos militants, dira-t-il, ne devraient rater aucune occasion pour prendre la parole.» «La politique est avant tout, une conviction. Nous devons rassembler», conclura-t-il.

K. Bougdal